

## VIOLENCE POLITIQUE OU DÉMOCRATIE ?



L'entrée d'Alexandre Millerand dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau en 1901, comme ministre du travail, est le principal prétexte d'éclatement le premier regroupement des partis socialistes, mais il s'agit surtout pour chacun de préserver son "pré-carré".

Deux orientations s'opposent :

- celle du Parti Socialiste de France, autour de **Jules Guesde** (P.O.F., marxiste) mais aussi d'Édouard Vaillant (P.S.R.), qui se veut « révolutionnaire » et condamne le « ministérialisme » ;
- celle du Parti Socialiste Français, autour de **Jean Jaurès** (socialistes indépendants) et des « possibilistes », qui soutient le « bloc des gauches » et entend unir les valeurs du Socialisme et de la République, et où se mêlent réformisme et aspirations révolutionnaires.



Les amis de Jean Allémane réunis dans le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, tout en restant proches de Jaurès, maintiennent leur autonomie, leur ouvriérisme et leur méfiance vis-à-vis des élus.

Le compromis qui permet l'unité de 1905, imposé par l'Internationale Socialiste, amène le **Parti Socialiste Unifié - Section Française de l'Internationale Ouvrière** (S.F.I.O.) à adopter une déclaration de principes marxiste qui reconnaît la lutte des classes et qui se donne pour finalité la socialisation des moyens de production et d'échange. Viviani et Aristide Briand quittèrent rapidement la S.F.I.O. pour satisfaire leurs intérêts propres : ils mèneront bientôt des politiques gouvernementales très conservatrices. Les controverses demeurent vives sur la question du pouvoir, sur la place des réformes, sur le rôle du syndicalisme, sur les moyens de lutter contre les menaces de guerre.



Jean Jaurès, cependant, impose peu à peu son ascendant par sa capacité de synthèse entre les idées de réforme et de révolution, entre le patriotisme et l'Internationalisme, qui correspondent mieux que celles de certains marxistes français à un électorat composite où se côtoient ouvriers, paysans, fonctionnaires et intellectuels. À la veille de la guerre, le socialisme devient une force notable (avec 100 députés, il est le deuxième groupe de la Chambre) : un rapprochement s'esquisse

avec la C.G.T. syndicaliste révolutionnaire (reprise en mains par Édouard Vaillant et les allémanistes, après la parenthèse anarcho-syndicaliste) et la gauche du Parti Radical dans la lutte contre la « loi des trois ans ».

Chez les Radicaux, Joseph Caillaux a pris l'ascendant et semble vouloir proposer aux socialistes une alternative de gauche et pacifiste, après 8 ans de politiques conservatrices et de répression sociale. Mais Poincaré, président de la République, manœuvre habilement pour maintenir sa politique conservatrice et belliqueuse, en nommant Viviani comme président du conseil. Ancien socialiste, il apparaît à la majorité des députés radicaux et opportunistes comme un choix de modération qui permet d'éviter une "aventure" conduite par Caillaux et Jaurès. C'est un président du conseil faible, qui ne pourra pas empêcher la volonté de Poincaré et de son entourage de soutenir l'Empire russe quel qu'en soit le prix. Face à la crise balkanique de l'été 1914, Jaurès agite le prolétariat européen contre la guerre : une campagne nationaliste permanente lance de véritables appels au meurtre contre lui, elle s'amplifie depuis le printemps.

Jaurès est effectivement assassiné le soir du 31 juillet 1914. L'internationale socialiste, minée de l'intérieur par le double-jeu de la sociale-démocratie allemande, connaît un parfait échec : les socialistes s'engagent dans l'union sacrée, tout comme la C.G.T. ; les éléments les plus anti-militaristes deviennent particulièrement chauvins dès l'ouverture du conflit. Jules Guesde, Marcel Sembat (1862-1922) puis Albert Thomas (1878-1932) participent aux différents gouvernements jusqu'en 1916-17. Le débat s'envenime entre les pacifistes et les soutiens de l'union sacrée, dont fait partie **Léon Blum** (1872-1950) - Directeur de cabinet de Sembat -, traversant tous les anciens courants. Cependant Blum occupe une position conciliatrice pour maintenir l'unité des socialistes. Il maintient les liens avec ceux qui ont participé à la conférence de Zimmerwald pour la paix, alors que la droite du parti souhaite leur exclusion.



La Révolution russe frappe les esprits français ; quand s'éloigne la guerre, le débat s'ouvre sur la voie communiste. En avril 1919, Léon Blum parvient à rassembler les socialistes sur un programme électoral ; mais la défaite de novembre 1919 (augmentation des voix, perte de députés, première élection de Blum) et le radicalisme des nouveaux militants fragilisent l'unité.



Ludovic-Oscar Frossard (1889-1946) et **Marcel Cachin** (1869-1958) reviennent de Moscou avec les 21 conditions de Lénine pour l'adhésion à la III<sup>ème</sup> Internationale ; Frédéric Lorient, animateur des pro-bolcheviques, est arrêté par la police. Les événements portent les tenants de la voie bolchevique : le congrès de décembre 1920 à Tours marque le ralliement des 2/3 du parti au bolchevisme.

Léon Blum ne recueille que 7 % des mandats et s'efface devant la motion des pacifistes de gauche, marxistes officiels, **Paul Faure** (1878-1960) et Jean Longuet (1876-1946), petit-fils de Karl Marx. Pourtant, c'est Léon Blum qui à la tribune exprime au nom des minoritaires rassemblés la volonté de perpétuer le socialisme démocratique et dénonce l'échec et l'horreur prévisibles du totalitarisme bolchevique. La question essentielle est celle du rôle de la démocratie dans le socialisme : Est-elle une fin inséparable du socialisme ou un moyen qui peut-être sacrifié à la prise du pouvoir ? Dans ces conditions, « *il y a une question plus pressante que de savoir si le Socialisme sera uni ou ne le sera pas. C'est la question de savoir si le Socialisme sera, ou s'il ne sera pas.* ». Ceux qui n'adhèrent pas aux 21 conditions sortent pour poursuivre le congrès du parti socialiste, alors que la S.F.I.O. choisit de devenir un parti communiste, où se côtoient d'anciens *social-chauvinistes* comme Cachin et des défaitistes révolutionnaires comme Lorient. Ceux qui restent socialistes sont tout aussi divers : Pierre Renaudel (1871-1935) représente la droite *chauviniste* du parti, Longuet et Faure l'extrême gauche pacifiste. Léon Blum est le seul à pouvoir faire la synthèse. Il le fera depuis la rédaction du journal *Le Populaire*, le quotidien de Jean Longuet - qui s'efface, brisé par Tours - tandis que Paul Faure devient secrétaire général de la S.F.I.O. maintenue.



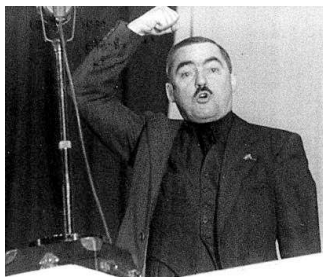
La S.F.I.O. va connaître durablement les contrecoups de la scission de Tours ; les socialistes ne peuvent abandonner l'idée révolutionnaire pour ne pas perdre la bataille de la légitimité à gauche. Les courants de l'entre-deux-guerres se déterminent d'abord par rapport à cet enjeu :

- une gauche marxiste, autour de *La Bataille Socialiste* et de Jean Zyromski (1890-1975), défend l'unité d'action populaire et prolétarienne avec les communistes ;
- le centre du parti, autour du secrétaire général, rejette la participation gouvernementale avec les partis bourgeois pour conserver l'identité du parti ;

- une droite composite (Renaudel, Marquet) désire accéder le plus tôt aux responsabilités grâce à un accord avec les radicaux.

Léon Blum s'impose à la Chambre des députés (malgré l'acharnement des communistes contre lui) et propose une distinction entre "la conquête du pouvoir" permettant la transformation sociale et le changement du régime de la propriété, et "l'exercice du pouvoir" permettant des réformes profondes mais non la transformation sociale. Le "soutien sans participation" des socialistes lors du Cartel des Gauches (1924/25) ne satisfait ni la gauche ni la droite du parti. Or, à première vue, le parti va bien : 135 000 adhérents en mai 1931, de nombreux communistes ont déjà rejoint la S.F.I.O. Les socialistes sont convaincus d'un raz-de-marée aux élections suivantes : ils attendent 700 000 voix supplémentaires, la première représentation parlementaire... Le parti ne pourrait plus alors se dérober à ses devoirs ! Mais en mai 1932, la progression est de 200 000 voix, avec 130 députés... Les communistes - la stratégie "classe contre classe" - ont de nouveau joué l'obstruction, pâtissant eux-mêmes de leur stratégie. Les Radicaux restent le premier groupe à la Chambre, et Léon Blum ne parvient pas à trouver un accord politique « *l'opposition de vue est complète* ». Les socialistes restent à la porte, ils n'ont pas *conquis* le droit à *l'exercice du pouvoir*...

## LA S.F.I.O. FACE À LA MONTÉE DES FASCISMES



**Marcel Déat (1894-1955)** et les *néo-socialistes* dénoncent la "pusillanimité" de Blum ; la révolte, née des frustrations ministérielles, éclate lors du Congrès de la Mutualité le 14 juillet 1933. Déat, Marquet et Montagnon présentent un programme de rupture, en partie inspiré du socialiste belge Henri de Man : État autoritaire, restreignant les libertés "formelles", autarcie, économie planifiée. Déat adopte un ton cassant, parle d'Ordre, de Force, se réfère au fascisme pour le combattre : mais, sa démarche relève déjà du fascisme... Blum écoute,

horrifié, la dérive de son ex-*Dauphin*, et le fait savoir : le congrès vote un texte dénonçant les « néos » sans les exclure. Une crise parlementaire en donna l'occasion : 28 députés, 7 sénateurs, 20 000 adhérents entrèrent en dissidence. Marcel Déat devait rejoindre 7 ans plus tard la Révolution Nationale de Philippe Pétain.



La crise des années 1930 bouscule les données : la menace fasciste ouvre la voie à un mouvement de résistance populaire d'ampleur. Staline fait opérer un nouveau tournant à 180° au *Komintern* qui permet un rapprochement entre socialistes et communistes. Regroupés avec les Radicaux et dans le *Rassemblement Populaire*, les socialistes et surtout les communistes augmentent considérablement leurs représentations parlementaires : le total des voix de gauche n'a pas

vraiment progressé, il y a eu redéploiement interne et la stratégie de désistement républicain au 2<sup>nd</sup> tour - et certaines candidatures uniques - a montré sa pertinence, là où la gauche avait perdu des sièges auparavant. La S.F.I.O. dispose du groupe le plus puissant de la Chambre, à l'étonnement général : Léon Blum va former un gouvernement de Front Populaire.

Le Front Populaire est le premier exercice réel du pouvoir pour le socialisme ; mais ce sont l'ampleur des grèves avec occupations d'usines, commencées avant la constitution du gouvernement, qui permettent de créer le véritable rapport de force. Le Front Populaire avait un programme électoral limité et essentiellement défensif. Fort de la mobilisation ouvrière, Léon Blum engage des réformes qui transforment le visage de la société française (40 heures hebdomadaires, congés payés, conventions collectives...). Mais les difficultés économiques, ajoutée à



l'évasion financière, entraînent des déceptions. Surtout, le danger de guerre montre les limites de l'antifascisme, car le pacifisme divise de plus en plus nettement la S.F.I.O. ; conjugué avec l'hostilité affirmée des radicaux et de la diplomatie britannique, il la conduit à la « non-intervention » en Espagne - mais Blum et Vincent Auriol (1884-1966), ministre des finances (et donc des douanes), organisent des livraisons d'armes clandestines à la République espagnole, et le gouvernement lance dans le même temps un programme quinquennal de réarmement (l'armée française en 1936 est dans un état lamentable). Mais, assailli de contradictions, le gouvernement Blum est renversé au bout d'un an, les radicaux reprennent le contrôle dans une orientation beaucoup plus modérée.



Après les accords de Munich en 1938, l'opposition entre Blum, défendant l'effort de guerre contre les dictatures et accepte l'alliance avec l'U.R.S.S., et Faure, refusant toute guerre par principe et nourrit une grande méfiance vis-à-vis du communisme, paralyse la S.F.I.O. Ce conflit divise tous les courants. Seule une minorité de parlementaires socialistes, autour de Léon Blum, refusera les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940.

La S.F.I.O. devenue clandestine se reconstruit dans la Résistance sous l'impulsion de Daniel Mayer (1909-1996), un fidèle de Léon Blum. Des parcours socialistes individuels comme celui de **Pierre Brossolette** (1903-1944) contribueront fortement à l'unité de la Résistance.

